

notre gouvernement, en l'occurrence, a désemparé bon nombre de gens. Le *Globe and Mail* du 3 octobre 1961 l'a bien résumé en déclarant, dans un article de fond, que le Canada s'attendait à plus de ceux qui le représentaient à Accra.

L'attitude de notre gouvernement me semble bien illustrer l'attitude qu'adoptent habituellement les torys d'âge en âge. Elle ressemble un peu à celle de feu R. B. Bennett, vers la fin des années 30. Les députés trouveront peut-être intéressant d'apprendre que, dans son livre sur Neville Chamberlain, Ian Macleod insère, à la page 61, l'extrait d'une lettre que M. Chamberlain a écrite à sa sœur le 21 août 1932, pendant la conférence impériale qui se tenait alors à Ottawa. Voici ce passage:

Malgré les inquiétudes qu'ils nous ont causées, je n'ai pas à me plaindre des Australiens ni des Néo-Zélandais. Ils devaient s'occuper des problèmes de leurs compatriotes, et ils y sont allés carrément.

Le cas de M. Bennett était différent. Tour à tour, il se faisait fendant, fanfaron, larmoyant; il tergiversait, différait sa décision et faisait surgir des obstacles jusqu'à la dernière minute.

Je suis sûr que nos représentants à la conférence d'Accra ont manifesté la même attitude que celle que M. Chamberlain avait observée chez le gouvernement tory de l'époque. La plupart des Canadiens favorisent la participation du Canada et de la Grande-Bretagne quand il s'agit d'accroître la zone de commerce. Cette opinion, de nombreux chefs du monde de l'industrie et des affaires l'ont exprimée à de multiples occasions. Je me contenterai de quelques exemples. Le rédacteur financier de la *Gazette*, M. John Meyer, aurait dit:

On a déclaré hier soir que l'un des plus puissants freins qui ralentissent la croissance économique, c'est l'incertitude quant à la prise de position du Canada au sujet du Marché commun européen.

S'adressant aux membres de la succursale montrealaise de la *National Office Management Association*, M. John Meyer, rédacteur financier de la *Gazette*, s'est dit d'avis que rien ne serait plus de nature à prolonger la reprise économique actuelle que des démarches pour devenir membre associé du Marché commun.

Un autre citoyen de marque aurait abondé dans ce sens:

Moncton (N.-B.)—M. Eric W. Kiernans, président de la Bourse de Montréal et de la Bourse canadienne, a exprimé l'avis, jeudi soir, qu'il est temps que le Canada se libère du conservatisme artificiel qui l'étreint, et qu'il tente de devenir membre associé du Marché commun européen.

Il a ajouté:

Les exhortations sentimentales sur les liens qui unissent les pays du Commonwealth n'auront que peu à voir avec les décisions pratiques que doivent prendre la Grande-Bretagne et le Canada.

Un autre article, que je relève dans la *Gazette* et qui s'intitule «Les banquiers de la

plupart des hommes d'affaires canadiens», est ainsi conçu:

Que MM. G. Arnold Hart, A. T. Lambert et F. William Nicks—respectivement présidents de la Banque de Montréal, de la Banque Toronto-Dominion, et de la Banque de la Nouvelle-Écosse—présentent une thèse analogue dans leurs discours aux assemblées annuelles, voilà qui n'a rien d'étonnant. Ils soulignent qu'il importe de faire preuve de sens pratique pour ce qui est de la demande d'adhésion au Marché commun qu'a présentée la Grande-Bretagne.—M. Hart: «Aborder la question de façon positive...au lieu de se contenter d'apporter des modifications aux ententes actuelles;» M. Lambert: «...profiter des occasions...» plutôt qu'une «réaction négative de consternation;» M. Nicks: «...accepter les changements qui se sont produits en Europe et chercher des moyens de nous y adapter.»

Voilà des exemples de la façon dont les dirigeants du monde des affaires ont réagi d'un océan à l'autre. Ils voient ce qui se passe à l'étranger. Ils regardent en avant. Ils savent que le Canada doit faire preuve d'initiative positive au lieu de persister, comme il l'a fait, dans une attitude négative. Lorsque le ministre des Finances (M. Fleming) est revenu au Canada et a découvert que les gens, ici, faisaient des déclarations en ce sens et que l'opinion publique au Canada n'était pas ce qu'il la croyait durant son absence, il a accusé l'opposition de recourir à la fameuse tactique du mensonge en parlant de ce que lui et le ministre du Commerce avaient dit. J'ai en main un article de journal intitulé: «Fleming fustige le recours des libéraux à la tactique du mensonge». Voici un extrait de cet article:

Toronto—Le ministre des Finances, M. Fleming, a accusé hier soir le parti libéral de recourir à la fameuse tactique du «mensonge» en s'en prenant à l'attitude du gouvernement relativement à l'adhésion éventuelle de la Grande-Bretagne au Marché commun européen.

M. Fleming a dit qu'on avait «dénaturé» l'attitude prise par le Canada lors de la récente conférence économique du Commonwealth tenue à Accra (Ghana).

Voilà une accusation grave, monsieur l'Orateur. Pour bien rétablir les faits, permettez-moi de vous lire ce que le ministre des Finances avait dit à peine quelques jours plus tôt à Londres. J'ai en main un article de journal intitulé: «On ne fait pas assez état de la déclaration d'Accra—M. Fleming s'en prend aux plans du Marché, avec plus d'énergie.» L'article rédigé par Duart Farquharson du bureau de Londres du *Journal*, se lit en partie comme il suit:

Le conflit entre la Grande-Bretagne et les pays d'outre-mer du Commonwealth, à la conférence des ministres des Finances à Accra, n'a pas été exagéré mais atténué par les journaux britanniques, prétend le ministre canadien des Finances, M. Fleming.

En vue de rétablir les faits, M. Fleming a convoqué, la semaine dernière, les principaux journalistes britanniques assurant le reportage de la réunion du Fonds monétaire international, à Vienne.